

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice et Notre Secrétaire d'Etat au Budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
M. WATHELET

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Staatssecretaris voor Begroting,
M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 3797

[C — 2009/11491]

16 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications et de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralités

Le présent arrêté royal vise à créer une nouvelle catégorie de chargés de mission. La possibilité d'exercer une mission particulière est réservée à du personnel ayant exercé préalablement un mandat de membre, cette restriction résulte des spécificités de la fonction et du niveau d'expérience et d'expertise stratégique attendu des candidats.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle servant,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDS Dienst ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 3797

[C — 2009/11491]

16 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie en van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

Dit koninklijk besluit strekt ertoe om een nieuwe categorie van opdrachthouders te creëren. De mogelijkheid om een bijzondere opdracht uit te oefenen wordt voorbehouden voor het personeel dat het ambt van lid reeds uitgeoefend heeft. Deze beperking vloeit voort uit het specifieke karakter van de functie en de strategische ervarings- en deskundigheidsgraad die van de kandidaten wordt verwacht.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

AVIS 47.326/4 DU 4 NOVEMBRE 2009
DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 19 octobre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications et de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

ADVIES 47.326/4 VAN 4 NOVEMBER 2009
VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 19 oktober 2009 door de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie en van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van desteller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Observations générales

1. Le projet gagnerait à être complété par un rapport au Roi justifiant la conformité au principe d'égalité, du fait que seuls les membres du personnel qui ont été précédemment membres du conseil de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, ci-après l'IBPT, peuvent se voir attribuer une "mission particulière" telle que définie et rémunérée selon le présent projet.

2. Interrogée sur la compatibilité de l'article 82, § 3/1, alinéa 2, en projet, avec l'article 17 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, la fonctionnaire déléguée a répondu :

« Il nous semble que cette pratique n'est pas incompatible avec l'article 17 de la loi du 17 janvier 2003. En effet, la composition du Conseil n'est pas modifiée. Le projet d'arrêté royal vise à donner la possibilité au Conseil, si et seulement si il le souhaite, de nommer un ou plusieurs titulaires de mission particulière en raison de leur grande expertise. D'autres missions permises par l'article 82, § 1^{er}, donnent également la possibilité au Conseil de s'adjointre des titulaires de mission qui assistent aux réunions du Conseil. Nous pensons par exemple à la mission de secrétaire du conseil. Enfin, il arrive régulièrement que le Conseil se fasse assister d'experts internes ou externes. »

L'article 26 de la loi n'habilité pas le Roi à prévoir qu'un membre du personnel de l'IBPT assistera avec voix consultative aux séances du Conseil. Une telle disposition relève de la composition et du fonctionnement du Conseil, tels qu'ils sont fixés par les articles 16 et 17 de la loi précitée.

A cet égard, on peut douter de la légalité des décisions qui seraient prises par le Conseil en la présence systématique de membres participant, même avec voix consultative, "sur les matières stratégiques qui étaient de la compétence du candidat pendant l'exercice de son mandat de membre, notamment en matière de préparation de la législation et de son contrôle", en clair précisément les fonctions que cet ancien membre exerçait précédemment.

Il n'est en effet pas exclu qu'en fonction des circonstances de chaque cas d'espèce, l'influence déterminante qu'auraient eu ces personnes par hypothèse étrangères au Conseil, - puisque leur présence n'y est pas prévue par la loi -, sur le processus de délibération et de décision collégiales des membres du Conseil pourrait être considérée, tant par la section du Contentieux administratif que par les cours et tribunaux, comme une violation des principes généraux qui régissent le fonctionnement des organes collégiaux.

La possibilité pour des membres du personnel d'assister, dans les limites qui viennent d'être rappelées, aux séances du Conseil pourrait éventuellement être prévue par le règlement d'ordre intérieur du Conseil, moyennant toutefois le respect de l'article 23 de la loi. En vertu de l'article 22 de la loi, ce règlement d'ordre intérieur doit faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, ce qui n'est pas le cas de l'arrêté en projet.

En tout état de cause, l'article 82, § 3/1, alinéa 3, en projet, sera dès lors omis.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 4

Au lieu d'écrire "Sur la proposition de l'Institut...", il convient d'écrire "Vu la proposition de l'Institut...".

Alinéa 8

L'alinéa 8 sera rédigé comme suit (1) :

« Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur VIII, conclu le 16 octobre 2009 ».

Algemen opmerkingen

1. Het verdient aanbeveling het ontwerp aan te vullen met een verslag aan de Koning, waarin gewettigd wordt dat met het gelijkheidsbeginsel strookt, het feit dat alleen personeelsleden die voordien lid zijn geweest van de raad van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, hierna te noemen het BIPT, een "bijzondere opdracht" kunnen krijgen zoals omschreven in en bezoldigd overeenkomstig het voorliggende ontwerp.

2. Op de vraag of het ontworpen artikel 82, § 3/1, tweede lid, verenigbaar is met artikel 17 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

« Il nous semble que cette pratique n'est pas incompatible avec l'article 17 de la loi du 17 janvier 2003. En effet, la composition du Conseil n'est pas modifiée. Le projet d'arrêté royal vise à donner la possibilité au Conseil, si et seulement si il le souhaite, de nommer un ou plusieurs titulaires de mission particulière en raison de leur grande expertise. D'autres missions permises par l'article 82, § 1^{er}, donnent également la possibilité au Conseil de s'adjointre des titulaires de mission qui assistent aux réunions du Conseil. Nous pensons par exemple à la mission de secrétaire du conseil. Enfin, il arrive régulièrement que le Conseil se fasse assister d'experts internes ou externes. »

Artikel 26 van de wet machtigt de Koning niet om te bepalen dat een personeelslid van het BIPT met raadgevende stem de vergaderingen van de Raad bijwoont. Zulk een bepaling valt onder de samenstelling en de werkwijze van de Raad, zoals die zijn vastgesteld door de artikelen 16 en 17 van de vooroemde wet.

In dat verband kan getwijfeld worden aan de wettigheid van besluiten die de Raad zou nemen terwijl stelselmatig leden aanwezig zouden zijn die, zij het met raadgevende stem - deel zouden nemen aan "de strategische onderwerpen die de kandidaat tijdens het mandaat als lid onder zijn bevoegdheid had, onder meer inzake de voorbereiding van de wetgeving en de controle daarop", namelijk net de functie die dat vroegere lid voordien uitoefende.

Het is immers niet uitgesloten dat, naargelang van de omstandigheden van elk afzonderlijk geval, de doorslaggevende invloed die die personen, die hoe dan ook van buiten de Raad komen - vermits de wet niet in hun aanwezigheid voorziet -, zouden hebben gehad op het proces van collegiale beraadslaging en besluitvorming van de leden van de Raad, zowel door de afdeling Bestuursrechtspraak als door de hoven en rechtkanten beschouwd zou kunnen worden als een schending van de algemene beginselen die ten grondslag liggen aan de werkwijze van collegiale organen.

De mogelijkheid voor personeelsleden om, binnen de zonet omschreven perken, de vergaderingen van de Raad bij te wonen, zou eventueel vastgelegd kunnen worden in het huishoudelijk reglement van de Raad, waarbij evenwel artikel 23 van de wet in acht moet worden genomen. Krachtens artikel 22 van de wet moet dat reglement vastgesteld worden bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat niet geschiedt is met het ontworpen besluit.

Het ontworpen artikel 82, § 3/1, derde lid, moet hoe dan ook vervallen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Vierde lid

In plaats van te schrijven "Op voorstel van het Belgisch Instituut...", schrijve men "Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut...".

Achtste lid

Het achtste lid behoort als volgt te worden gesteld (1) :

« Gelet op het protocol van onderhandelingen van sectorcomité VIII, gesloten op 16 oktober 2009 ».

Dispositif

Article 1^{er}

Ainsi qu'en a convenu la délégué du ministre, il y a lieu d'ajouter, dans l'article 1^{er} du projet, un point 1^o nouveau (les actuels points 1^o et 2^o de cette disposition devenant les points 2^o et 3^o), qui sera libellé comme suit :

« 1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « ou d'une mission de fonction » sont remplacés par les mots «, d'une mission de fonction ou d'une mission particulière. »

Article 3

L'article 3 manque de clarté en ce qu'il ne permet pas de savoir si toutes les missions de fonction et toutes les missions particulières sont d'office considérées comme caractérisées par une relation de confiance particulière, et donc dispensées d'appel à candidatures, ou si seules celles qui sont caractérisées par une relation de confiance particulière sont dispensées de cette formalité.

La disposition doit être clarifiée sur ce point et le mot "caractérisée" sera écrit, le cas échéant, au pluriel.

Article 5

En prévoyant que l'arrêté projeté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, l'article 5 déroge à la règle générale contenue dans l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, en vertu duquel les arrêtés royaux sont obligatoires le dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*.

L'auteur du projet devra être en mesure de justifier pourquoi il est dérogé, en l'espèce, à cette règle générale.

Article 6

Il y a lieu d'écrire :

« Le Ministre qui a les Services postaux ou les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

La chambre était composée de :

MM. :

P. Liénardy, président de chambre;

J. Jaumotte, L. Detroux, conseillers d'Etat;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. Vogel, premier auditeur.

...

Le greffier,
C. Gigot.

Le président,
P. Liénardy.

(1) Voir principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, 2008, formule F 3-4-4, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

16 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications et de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, l'article 26, modifié par la loi du 20 juillet 2006;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 8 octobre 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 octobre 2009;

Dispositief

Artikel 1

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in artikel 1 van het ontwerp een nieuw onderdeel 1^o toegevoegd moet worden (de huidige onderdelen 1^o en 2^o van die bepaling worden dan de onderdelen 2^o en 3^o), luidende :

« 1^o in paragraaf 1 worden de woorden « of een functieopdracht » vervangen door de woorden «, een functieopdracht of een bijzondere opdracht ».

Artikel 3

Artikel 3 is onvoldoende duidelijk omdat er niet uit opgemaakt kan worden of alle functieopdrachten en alle bijzondere opdrachten automatisch geacht worden te zijn gekenmerkt door een bijzondere vertrouwensrelatie, en dus geen oproep tot gegadigden te behoeven, dan wel of alleen die opdrachten die gekenmerkt zijn door een bijzondere vertrouwensband, van dat vormvereiste worden vrijgesteld.

De bepaling moet op dat punt verduidelijkt worden en in de Franse tekst moet het woord "caractérisée" in voorkomend geval in het meervoud worden geschreven.

Artikel 5

Door te bepalen dat het ontworpen besluit in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, wijkt artikel 5 af van de algemene regel vervat in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, krachtens welke bepaling koninklijke besluiten verbindend zijn vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De steller van het ontwerp moet in staat zijn te wettigen waarom in casu van die algemene regel wordt afgeweken.

Artikel 6

Men schrijve :

« De Minister bevoegd voor Post- of Telecommunicatiediensten is belast met de uitvoering van dit besluit ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Liénardy, kamervoorzitter;

J. Jaumotte, L. Detroux, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. W. Vogel, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

P. Liénardy.

(1) Zie beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, formule F 3-4-4, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

16 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie en van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatie-sector, artikel 26, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie van 8 oktober 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 oktober 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 octobre 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 octobre 2009;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur VIII, conclu le 16 octobre 2009;

Vu l'avis 47.326/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 82 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "ou d'une mission de fonction" sont remplacés par les mots ", d'une mission de fonction ou d'une mission particulière";

2° il est inséré un § 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. Par "mission particulière", l'on entend la désignation temporaire à une fonction à part entière qui pose des exigences en termes d'expertise et requiert une expérience manifeste de type stratégique.

Pour pouvoir y prétendre, le candidat doit avoir été membre du Conseil de l'Institut et la mission particulière doit porter sur les matières stratégiques qui étaient de la compétence du candidat pendant l'exercice de son mandat de membre, notamment en matière de préparation de la législation et de son contrôle.

Le titulaire d'une mission particulière peut faire appel aux services de l'Institut pour l'aider dans la réalisation de ses tâches. »;

3° au § 5, l'alinéa 2 est complété par les mots «ainsi qu'aux agents statutaires de rang A5, mais dans ce cas uniquement pour des missions particulières. »

Art. 2. Dans l'article 83, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "à l'exception de la mission particulière qui dure 72 mois et n'est pas prorogeable."

Art. 3. L'article 85, § 2, du même arrêté est remplacé comme suit : "Par dérogation au § 1^{er}, le Conseil peut uniquement s'abstenir d'un appel à candidats si une mission de fonction ou une mission particulière est caractérisée par une relation de confiance particulière."

Art. 4. L'article 55 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications est complété par le paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Le montant annuel brut de l'allocation du titulaire d'une mission particulière est fixé à 50 % de la différence entre le traitement annuel brut d'un Membre du Conseil, ramené à l'indice-pivot 138,01, et le traitement annuel brut que le titulaire de la mission aurait obtenu dans son grade. »

Art. 5. Le Ministre qui a les Services postaux ou les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 15 oktober 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 16 oktober 2009;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het sectorcomité VIII, afgesloten op 16 oktober 2009;

Gelet op advies 47.326/4 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 82 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "of een functieopdracht" vervangen door de woorden "een functieopdracht of een bijzondere opdracht".

2° § 3/1 wordt ingevoegd, luidende :

« § 3/1. Onder "bijzondere opdracht" wordt verstaan de tijdelijke aanstelling in een volwaardige functie die vereist op vlak van expertise stelt en aantoonbare ervaring van strategische aard vereist.

Om hiervoor in aanmerking te komen moet de kandidaat lid van de Raad van het Instituut geweest zijn en de bijzondere opdracht moet slaan op de strategische onderwerpen die de kandidaat tijdens het mandaat als lid onder zijn bevoegdheid had, onder meer inzake de voorbereiding van de wetgeving en de controle daarop.

De bijzondere opdrachthouder kan beroep doen op de diensten van het Instituut om hem te helpen in de uitvoering van zijn taken. »;

3° in § 5 wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "alsook aan de statutaire ambtenaren van de rang A5, maar in dit geval alleen voor de bijzondere opdrachten. »

Art. 2. In artikel 83, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "met uitzondering van de bijzondere opdracht die een periode van 72 maanden duurt en niet verlengbaar is."

Art. 3. Artikel 85, § 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen : "In afwijking van § 1 kan de Raad enkel afzien van een oproep tot de kandidaten als een functieopdracht of een bijzondere opdracht gekenmerkt wordt door een bijzondere vertrouwensrelatie".

Art. 4. Artikel 55 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, wordt aangevuld met een § 7, luidende :

« § 7. Het brutojaarbedrag van de toelage van de titularis van een bijzondere opdracht wordt vastgesteld op 50 % van het verschil tussen de brutojaarwedde van een Lid van de Raad, omgezet tot het spilindexcijfer 138,01, en de brutojaarwedde die de titularis van de opdracht zou hebben genoten in zijn graad. »

Art. 5. De Minister die bevoegd is voor de Postdiensten of de Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE